

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Lévy, Jacques (1996) *Le monde pour cité. Débat avec Alfredo Valladão*. Paris, Hachette Livre (Coll. « Questions de politique »), 143 p. (ISBN 23-5223-5).

par Jocelyn Létourneau

Cahiers de géographie du Québec, vol. 41, n° 113, 1997, p. 254-256.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022659ar>

DOI: 10.7202/022659ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

sur les rapports entre les différentes échelles de pertinence qui interagissent dans une économie globale. Il n'est pas suffisant de présenter une mondialisation triomphante et une résurgence des localismes sur fond d'insatisfaction économique. Cette simplification dessert l'analyse.

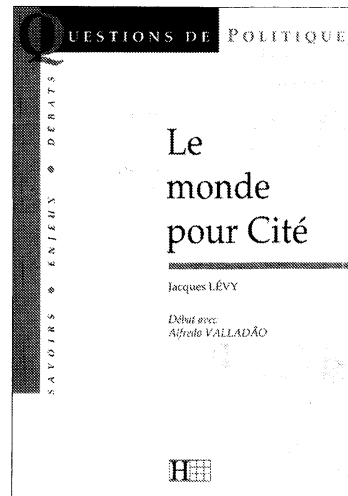
De plus, il faut dire que ce livre est écrit dans un style difficile et parfois hermétique. Un exemple, parmi d'autres, suffira à l'illustrer: ainsi «l'économie migrante, en ne produisant pas d'équilibres stables au sein des espaces nationaux, déjoue l'imaginaire acquis du fonctionnement des circuits capitalistes» (pp. 46-47). Cet imaginaire du fonctionnement des circuits capitalistes demanderait de plus amples explications.

Gilles Sénécal
INRS-Urbanisation
Montréal

LÉVY, Jacques (1996) *Le monde pour cité. Débat avec Alfredo Valladão*. Paris, Hachette Livre (Coll. «Questions de politique»), 143 p. (ISBN 23-5223-5)

Dans ce petit livre publié dans une collection invitante et dédié à un public large, Jacques Lévy, animateur de la revue *Espaces/Temps*, s'adonne à un exercice de réflexion sur l'une des questions centrales de cette fin de siècle, soit la place du politique dans le processus de la mondialisation.

Lévy commence par contredire les partisans de la thèse de l'illisibilité du monde actuel. Pour lui, c'est la gent intellectuelle qui connaît une crise des représentations de ce monde. Elle est incapable d'en déchiffrer et par conséquent d'en prédire le sens. Difficile en effet d'abandonner la croyance selon laquelle les relations entre États pouvaient à elles seules expliquer la marche de la planète! Pour dépasser la vision *géopolitiste* de l'ordre global, fondée sur l'idée d'un «ennemi identifiable et permanent» et donc d'une bipolarité rassurante des forces en présence, Lévy parle de mondialité qu'il conçoit, tout simplement, comme la lecture à l'échelle mondiale des réalités d'aujourd'hui. Pour l'auteur, la mondialité est une posture d'intelligibilité panoramique — et géographique — du monde. Elle se traduit par une jonction de réalités qui, jusqu'ici, pouvaient être pensées séparément. C'est notamment le cas du temps: se met en place une certaine synchronisation de processus auparavant distincts, en particulier dans tout ce qui concerne les échanges. Selon Lévy, on est sorti, pour une part au moins, d'un état de non-contemporanéité des actes, des sociétés, des civilisations. Or, cette rupture doit être assumée et théorisée.



Aborder l'évolution actuelle de la planète par l'idée de mondialité n'est toutefois qu'un point de départ. Encore faut-il tenir compte des fractures, des déphasages, des différenciations et des parcellisations qui marquent l'espace planétaire. Encore faut-il comprendre la nature de ces dislocations et bien évaluer leurs conséquences relativement au processus, encore très lacunaire il est vrai, de constitution d'une société-monde. Dans quelle mesure y a-t-il unification ou au contraire fragmentation des espaces de la planète? Quelles sont les échelles pertinentes pour aborder le monde dans ses proximités distantes? Comment interagissent les cartes des différents phénomènes d'extension mondiale qui se superposent et s'interpénètrent? Telles sont les questions touchées par l'auteur dans la seconde partie de son ouvrage.

À cet égard, Lévy adopte un ton fort prudent qui est tout à son honneur. S'il admet que l'on doit absolument se préoccuper d'étudier systématiquement ce *lieu politique*, cette nouvelle Cité en voie de se constituer et qui se situe à des échelles supérieures à celle de l'État, rien n'empêche que l'on doive reconnaître que le monde n'est pas une société, qu'il est soumis à des logiques nécessairement hétérogènes. Si la mondialisation des échanges, par exemple, entraîne un désenclavement généralisé de la planète, il n'en reste pas moins que nous avons affaire à un système à la fois différencié, unifié et engagé dans une dynamique ouverte. Pour l'auteur, le style géographique du monde contemporain est dominé par un principe cardinal, celui de la structuration en réseau. Cette logique affecte les États, les firmes et les acteurs. En pratique, l'un et l'autre sont toutefois amenés à développer leurs espaces distincts de reproduction, des espaces tantôt convergents, tantôt contradictoires, en tout cas pluriels et «fonctionnant» simultanément. Il existe à l'heure actuelle un foisonnement de lieux, de territorialités sans ancrages physiques ou possédant de multiples ancrages spatiaux, dans lesquels évoluent les acteurs ou par rapport auxquels ils se définissent et s'identifient. La mondialité apparaît comme l'un de ces lieux structurants d'un système d'actions, de liens et de représentations, un système qui se développe sur le principe du réseau et qui interfère avec d'autres systèmes complémentaires ou concurrents. Ce système renvoie à l'émergence tranquille d'une société civile mondiale encore fluide et ondoyante que Lévy aime bien distinguer d'une société politique instituée dans l'État national et par lui. Chose certaine, les États géopolitiques n'ont plus le monopole de la fabrication des lieux et le leur n'est pas sans être lui-même soumis à d'importants processus de dissolution et de recomposition.

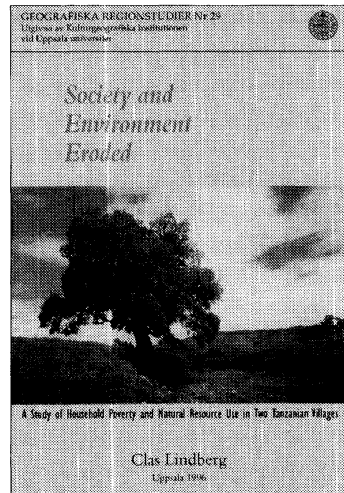
C'est à partir de ces considérations que Lévy aborde la question du politique ou, mieux, de la «cosmopolitique», en cette fin de siècle. La précision qu'il fait au départ est capitale et reste logique par rapport à son argumentation précédente: en dépit de l'affirmation d'un espace/temps, voire d'un lieu mondial, on continue largement de percevoir le monde à travers le prisme de sa religion, de son État, de son marché local. Plus encore, chaque acteur doit en permanence se faire légitimer par sa société s'il veut intervenir sur la scène mondiale. C'est dire la distance qu'il reste à franchir pour que cette société civile mondiale — dont Lévy perçoit les linéaments dans certaines manifestations de l'opinion publique, dans des formes primaires de «gouvernementalité» et dans l'action d'acteurs et de partis mondiaux — se mue en une société politique mondiale. Pour l'auteur, la société-monde dont certains parlent n'existe encore que sur un mode ponctuel. Lévy la décrit comme un ensemble de points dans le temps et dans l'espace, comme un

ensemble souvent discontinu d'actions à prétention universelle par les valeurs et les champs d'application invoqués, mais toujours singulières, presque à chaque fois miraculeuses dans leur mise en pratique. Selon Lévy, la société-monde prend encore la forme d'une action en réseau confinée à un chapelet de lieux sur une poignée de thèmes pour une brassée d'instant. Selon l'auteur, le territoire mondial du politique reste pour l'essentiel à inventer. Il ajoute en finale de l'ouvrage, poussant sa lucidité un peu plus loin: si les habitants de la Terre ne sont déjà plus hommes d'une seule appartenance, ils ne seront jamais «citoyens du monde» de part en part. Leur engagement dans un territoire politique mondial ne recouvre qu'une des échelles de leur citoyenneté, et celle-ci n'est qu'un des aspects de leur identité: d'autres espaces, faits notamment de multiples réseaux enchevêtrés, lui donnent forme et sens. C'est aussi ce que nous croyons. Faut-il s'en étonner ou accepter ce fait comme une dimension permanente de la condition humaine?

En somme, un petit ouvrage intéressant, qui se lit bien et qui pourrait se révéler un outil fort utile d'animation pédagogique. Un mot, enfin, sur le débat entre Lévy et Valladão (pp. 123-136): des questions pertinentes de la part du second, des réponses insatisfaisantes du premier.

Jocelyn LÉTOURNEAU
CÉLAT et département d'histoire
Université Laval

LINDBERG, Clas (1996) *Society and Environment Eroded. A Study of Household Poverty and Natural Resource Use in Two Tanzanian Villages*. Uppsala, Department of Social and Economic Geography (Coll. «Geografiska Regionstudier»), n° 29, 164 p. (ISBN 91-506-1156-9)



L'ouvrage de Lindberg porte sur l'«érosion» sociale et la dégradation des terres agricoles, deux phénomènes qui, selon lui, sont intimement liés. Une large part de son analyse traite de la pauvreté de certains ménages de deux villages tanzaniens; une pauvreté qui, à première vue, peut sembler surprenante dans une région où les conditions de pratique de l'agriculture sont relativement bonnes et où la plupart des familles ont accès à la terre. Selon l'auteur, plusieurs facteurs se conjuguent pour créer cette pauvreté; c'est ce qu'il tente de démontrer dans son livre. Plus spécifiquement, il veut décrire les mécanismes qui entretiennent et reproduisent la pauvreté à l'échelle locale et mettre ceux-ci en relation avec des facteurs politiques et économiques d'échelles diverses de manière à obtenir une